

# Analyse



Brexit : les journaux  
grand public jouent  
ils à nous faire  
peur ?

Analyse sémantique (1/2)

Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

# Brexit : les journaux grand public jouent-ils à nous faire peur ?

## Analyse sémantique des médias (1/2)

*Le Brexit a donné tort aux pronostiqueurs de tout poil. Vent de panique dans les milieux financiers, la Bourse dévisse et la presse se régale de graphiques aux courbes plongeantes. Mais au final, ne serait-ce pas plutôt une tempête dans un verre d'eau, qui est loin de justifier une telle dramatisation ?*

*Cette analyse souhaite apporter aux lecteurs de quoi aiguïser leur lecture critique du traitement de l'information économique.*

### En quelques mots :

- Les conséquences du Brexit sur les Belges
- Le traitement de l'événement par les médias
- Une disproportion dans la dramatisation de l'information ?

**Mots clés liés à cette analyse :** médias, éducation financière, crise financière, crise économique, Bourse.

## 1 Introduction

La puce à l'oreille...

En parcourant la presse et les médias télévisés, force est de constater que le Brexit a donné lieu à un traitement assez différent selon le type de média (médias grands publics et médias plus spécialisés). Le point de vue, selon que le sujet est traité sous l'angle économique ou boursier, donne aussi lieu à un traitement différencié. Notre analyse n'est toutefois pas une étude systématique des articles de presse ni des sujets télévisés qui ont été consacrés au Brexit. Ne prétendant nullement à l'exhaustivité et à la généralisation, elle souhaite simplement souligner les écarts qui peuvent exister entre différents organes de la presse écrite et propose aux lecteurs des pistes d'explication sur ces variations.

## 2 Sélection des dossiers étudiés

Cette analyse passe en revue les deux dossiers suivants :

- *Le Soir*, 25 et 26 juin 2016, p. 10-11, « *Le monde après le Brexit* »
- *La Libre Belgique*, 7 juillet 2016, p. 22-23, « *Un été meurtrier sur les marchés ?* »

### 2.1 « Le monde après le Brexit »

La double page consacrée au Brexit, dans le journal *Le Soir* du 25 juin 2016 s'ouvre sur un article

au titre évocateur « Deux ans d'incertitude freineront la reprise économique », graphiquement soutenu par une photo où des hommes, de profil, sont très concentrés devant des claviers et des écrans. Une courbe court sur les deux pages et plonge au 24 juin, quand le cours de la livre sterling dégringole face à l'euro. Une mise en exergue typologique (lettrage gras, grande police de caractère) de la mention « Dégringolade sur les marchés financiers » vient appuyer, s'il en était encore besoin, le message de chute.

- **Regard critique**

Tout d'abord, en jetant un œil sur la double page, il se dégage une ambiance dramatique, négative, le lecteur est clairement invité à ressentir (et non pas à comprendre, intellectuellement) que « ça va mal, ça va faire mal... »

Le Titre : un peu comme une sentence, nous voilà (nous lecteurs) condamnés à deux ans d'incertitude, qui, en plus, grèveront la reprise...

En lisant l'article, pourtant, il est dit que la reprise était modeste... On serait donc en droit de se demander à quelle reprise l'auteur faisait référence dans son titre. Peut-être ne perdrons-nous donc pas grand-chose ? Quant à l'incertitude pour deux ans, cette formulation pourrait prêter à rire dans un autre contexte. En effet, l'incertitude (économique, notamment) et sa constance sont sans doute les éléments les plus certains de notre environnement. On peut douter de beaucoup de choses, mais pas que l'avenir soit incertain. Bien entendu, l'auteur fait référence à la procédure de « divorce » entre les Britanniques et l'Union européenne, mais cette procédure ne représente-t-elle pas qu'une goutte d'eau dans l'océan des événements qui ne cesseront de nourrir l'incertitude ambiante ?

« Un impact négatif à court terme » : le titre de ce paragraphe nous ramène à la réalité. En effet, puisque les gens payés à faire parler l'avenir (notamment les financiers) se sont trompés, et puisque les marchés financiers se montraient confiants dans le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE, la surprise a été grande. Donc, dans les faits, la réaction à chaud d'un certain nombre d'acteurs financiers a entraîné une chute des Bourses correspondant à ce qu'on appelle dans le jargon « une correction du marché » après erreur d'appréciation. Les erreurs d'appréciation sont un phénomène courant, mais il semble que les « corrections boursières » surprennent toujours autant les rédactions, qui en font de grosses manchettes. L'impact sur le cours de la livre sterling est ensuite abordé : on souligne que les produits étrangers entrant au Royaume-Uni seront plus coûteux, ce qui entraîne un risque d'impact négatif sur nos exportations. C'est là un bon argument, bien qu'une part non négligeable de cet impact repose sur la durée du phénomène. Et, comme tout économiste qui se respecte<sup>1</sup>, l'auteur de l'article s'abstient de tenter une prédiction quant au redressement, rapide ou pas, de la livre. Beaucoup trop de variables entrent en jeu, sans compter que les comportements humains sont bien trop versatiles pour se lancer dans des pronostics solides...

Cité dans l'article, l'impact négatif cumulé sur le PIB belge, calculé par ING Belgique et par le Bureau du Plan, converge entre - 0,3 % et - 0,5 % d'ici fin 2017. Bien que cet impact soit indubitablement négatif, son ampleur est limitée. Que penser d'un traitement aussi disproportionnellement dramatisé de l'information ?

« Notre quatrième client » : Plus on avance dans l'article, plus on touche aux vraies questions et moins on a affaire à un contenu dramatique... En effet, certes, le marché britannique est un important client pour la Belgique : il représente 9 % de nos exportations

---

1 « La seule fonction des prévisions économiques, c'est de rendre l'astrologie un peu plus respectable. » (John Kenneth Galbraith, économique américain, 1908-2006)

de biens et services. L'inquiétude pour les entreprises concernées est réelle, puisque, si les produits *made in UE* renchérissent (avec la fin du marché unique et le retour des barrières douanières et avec la baisse de la livre face à l'euro), les carnets de commandes risquent de se vider. Face à ces risques, il est dit que tout, à terme, dépendra de la manière dont les relations commerciales et financières seront réorganisées post-Brexit, et l'article de conclure « personne ne sait – et on ne saura sans doute pas avant longtemps – ce qu'elles seront ».

- « Bourses : Faut-il vendre ses actions anglaises ? »

L'article qui occupe une demi-page, sur quatre colonnes, répond aux 6 questions suivantes : Faut-il fuir les Bourses ? L'or constitue-t-il un bon placement dans le contexte actuel ? Où s'arrêtera le plongeon de la livre ? Quel sera l'impact du Brexit sur les taux, les comptes d'épargne et les obligations ? Faut-il vendre ses investissements au Royaume-Uni ? Est-il préférable de retirer mes avoirs des banques britanniques ?

À ces questions ambitieuses, le journaliste s'attaque avec vaillance et nous fournit des réponses...

*Faut-il fuir les Bourses ?* Les experts interrogés (des financiers du secteur privé) répondent d'une voix qu'il ne faut pas céder à la panique devant les amples mouvements de correction. En outre, on retiendra que sur un *trend* long, le placement en actions est toujours considéré comme rentable car le risque réside essentiellement dans la situation de nécessité de vendre des titres alors que leur cotation est basse. Certains pourraient d'ailleurs vous dire que, si les titres poursuivent une baisse qui va bien au-delà de la correction des attentes erronées du marché, c'est bien l'acquisition de ces titres qu'un investisseur serait peut-être bien inspiré d'envisager. *Fuir la Bourse... mais pour aller où ?* Eh bien, avoir un peu d'or dans votre portefeuille ne ferait sans doute pas de mal... De fait, c'est le propre d'une valeur refuge d'être plus attrayante en période de forte turbulence.

*Où s'arrêtera le plongeon de la livre ?* Pas de réponse compréhensible à cette question, puisqu'on nous dit que la monnaie sera sous pression, et que cela dépendra des banques centrales. Que pourraient bien rechercher ces dernières, si ce n'est le maintien et la poursuite de l'assouplissement monétaire mis en œuvre par la Banque centrale européenne depuis de longs mois<sup>2</sup> ? Cette politique ne joue pas en faveur d'une rémunération attrayante des comptes d'épargne, mais ce n'est pas un scoop.

Aux deux dernières questions : *Faut-il vendre ses investissements au Royaume-Uni ? Est-il préférable de retirer mes avoirs des banques britanniques ?* Les réponses sont plutôt « *wait and see* »<sup>3</sup>, mais rien ne vous empêche, si vous êtes dans la situation, de prendre conseil auprès de véritables spécialistes.

- Au vu des réponses fournies, de la pondération des conseils, il est difficile à nouveau de comprendre pourquoi le ton donné est si mélodramatique. En effet, il semble qu'un titre tel que « Bourses : comment réagir et éviter les pièges de la panique ? » aurait été tout aussi adéquat... et plus cohérent.
- L'importance réservée par l'article aux Bourses pourrait s'expliquer par l'intérêt particulier des Belges pour la chose. Ce n'est pourtant pas le cas. En Belgique, un peu moins de 15 % des ménages détiennent des actions individuelles d'entreprises cotées en bourse, d'une valeur médiane de 5100 € à peine par ménage<sup>4</sup>. Quant à chiffrer la part des titres britanniques dans cette proportion, on peut dire avec certitude qu'elle ne peut y être qu'égale... ou inférieure.

---

2 Joëlle Saey-Volckrick, 2016, Analyse « La Banque Centrale Européenne peut-elle relever l'économie », Réseau Financité, Belgique, disponible sur : .....

3 Attendre et voir

4 BNB - Revue économique – Septembre 2013, p.52, « Structure et répartition du patrimoine des ménages : une analyse menée sur la base de la HFCS », disponible sur :

[https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2013/revecoii2013\\_h3.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2013/revecoii2013_h3.pdf)

*Jusqu'ici, tout ne va donc pas si mal, finalement. Mais il nous reste encore quelques lignes à étudier, puisque trois paragraphes complètent l'article de base : « § - SPF Économie », qui présente un helpdesk pour les entreprises, « § - Wallonie », qui relaie les propos de Pascale Delcomminette, administratrice générale de l'Agence wallonne à l'exportation, qui voit dans le Brexit une opportunité d' « attirer des investisseurs britanniques », et enfin « § - Entreprises », qui expose le risque de perte d'emplois dans l'industrie textile belge.*

- Un helpdesk a été mis en place à l'initiative du ministre de l'Économie pour fournir une réponse aux questions que les entrepreneurs se posent quant aux conséquences du Brexit : c'est plutôt rassurant et adapté, utile pour les lecteurs dans la situation.
- Une perspective d'éclaircie est présentée par une spécialiste de l'économie wallonne, qui loin des sirènes d'ambulances, présente des perspectives économiques diverses selon les secteurs et l'exposition au marché britannique, mais qui innove par l'évocation d'opportunités économiques pour les entreprises wallonnes et la Wallonie... En revanche, les secteurs les plus exposés devront certainement faire face à des difficultés (textile d'ameublement et bois). Un vrai challenge de diversification des marchés devra être relevé, mais est-il interdit de penser que, si l'on réussit à pénétrer le marché britannique, on dispose sans doute de ressources utiles pour rebondir face à ce défi ?

## 2.2 Que retiendra-t-on de cette double page passée au peigne fin ?

- Tout d'abord, un décalage réel entre la forme, anxieuse et dramatique (que ce soit dans l'écriture, les questions posées en titre, ou dans la mise en page générale) et le fond, qui est, lui, bien plus pondéré et argumenté ;
- Une hypertrophie de l'attention sur les mouvements financiers (très volatils) et de leur illustration dans la double page (graphes, courbes ainsi que la photo employée) ;
- Un déséquilibre entre le traitement des aspects économiques qui peuvent réellement impacter les lecteurs et celui des aspects financiers qui n'en touchent qu'une infime partie, qui plus est, pour une période qui sera au final peut-être assez brève.

En somme, le dossier n'est pas congruent, une forme dramatique touchant l'affectif du lecteur et un fond pondéré, s'adressant à la raison de ce dernier. Il envoie des messages contradictoires (« Paniquez ! » >< « Ne paniquez pas ! »), ce qui ne sert pas au mieux le besoin du lecteur d'y voir plus clair pour construire une réflexion personnelle sur des données objectives.

## 2.3 « Un été meurtrier sur les marchés ? »

Cet article est paru dans *La Libre Belgique* du 7 juillet 2016. Il occupe la une à côté de la prise du maillot jaune sur le Tour de France par le cycliste belge Greg Van Avermaet. Ici aussi, la double page au titre évocateur, coupée en deux horizontalement, se compose, dans sa partie supérieure, de quatre graphiques aux courbes plongeantes et de deux citations sur lesquelles nous reviendrons. La bande titre, centrale, occupe environ 1/6<sup>e</sup> de la double page. Elle intègre, elle aussi, deux citations mises en exergue. La partie inférieure est constituée de trois articles dont les titres sont : « *Après le mini-krach puis le retour au calme, voici venir la déprime* », « *Panique sur la brique britannique* » et enfin, « *Le secteur bancaire italien, le talon d'Achille de la zone euro* ». Pour finir cette

description générale, deux chiffres sont mis en exergue graphiquement, « 0,157 % taux belge à dix ans » et « 47 milliards de créances douteuses ».

À ce stade, le ton et la forme sont au diapason, le cœur du lecteur palpite et l'adrénaline monte.

- **Regard critique**

La partie supérieure de la double page...

Les graphiques reprennent l'évolution des cours de la livre sterling, du Footsie 100<sup>5</sup>, du Bel 20<sup>6</sup>, des titres KBC et Proximus entre le mois de mai et le 7 juillet 2016. Tous sont plongeants avec des indices de clôture négatifs.

Cette partie fait la part belle à l'illustration de la volatilité des marchés et aux mouvements toujours en cours de correction.

Depuis lors (vérification réalisée le 27 juillet), le cours de la livre n'a plus jamais atteint un niveau aussi bas, le Footsie 100 et le Bel se sont redressés de manière jusqu'ici régulière et progressive, et le titre Proximus a repris des couleurs, même si son évolution est moins régulière (hausse et baisses).

Les citations : l'un d'un trader d'actions<sup>7</sup>, l'autre des stratégestes du Crédit-Mutuel. La première « La visibilité est nulle et on ne sait pas à quoi se raccrocher » : Est-ce une manière de dire que l'on doit attendre que la lumière se fasse, et que le mieux est d'attendre ? Si c'est cela, la citation est plus propre à faire crisser les dents de panique que la reformulation proposée... si c'est autre chose, le message sous-entendu est alors trop complexe, voire subliminal, pour un simple article de journal généraliste. En outre, en matière financière, ce n'est pas parce qu'on croit avoir une bonne visibilité que celle-ci n'est pas trompeuse. Pour rappel, avant le référendum britannique, ces mêmes milieux financiers étaient confiants dans le maintien des Britanniques au sein de l'UE, et cette « *visible confiance dans l'avenir* » d'alors les a fait basculer dans certaine panique du jour au lendemain...

La seconde citation : « L'aversion au risque reprend le dessus avec les craintes d'une diffusion du risque immobilier britannique à l'ensemble du secteur financier européen et les inquiétudes sur les banques italiennes » : le choix des mots est ici aussi révélateur. *Risque, crainte, inquiétude, aversion...* mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? En tentant une reformulation, il semble que l'environnement actuel génère des craintes (auprès de qui ? Les investisseurs, les financiers, peut-on supposer, mais sans certitude), et que ces dernières poussent à limiter la prise de risque, c'est-à-dire soit, on imagine encore, attendre que les choses se calment, soit chercher des placements alternatifs moins exposés. Là encore, si cette reformulation est correcte, l'impact émotionnel n'est pas le même sur le lecteur.

On n'oubliera pas non plus que les financiers interrogés, dont l'activité d'achat/vente de titres constitue une part significative de leurs recettes, n'ont en tout cas pas de raison de se réjouir de ce ralentissement et de cet attentisme qui impactent leur business.

Les citations de la bande titre...

« *Les conséquences du Brexit et les doutes sur la solidité des banques italiennes dépriment les investisseurs.* »

« *Les prochaines semaines seront rudes pour les nerfs...* »

Ces deux citations s'inquiètent des investisseurs, mais de qui parle-t-on réellement ? Du

---

5 Le FTSE 100, familièrement dit « footsie » : indice boursier des 100 entreprises britanniques les mieux capitalisées cotées en bourse à Londres (Wikipédia).

6 Indice pondéré des 20 sociétés les plus liquides du marché Euronext Bruxelles (Wikipédia).

7 Société HPC : plateforme de structuration et de distribution de produits structurés (<http://www.hpcip.com>).

lecteur lambda (ceci dit sans aucune condescendance) ? Du trader qui d'habitude fait de l'argent grâce au *trading* à haute fréquence, et qui pendant cette période d'accalmie, voit frustré son goût pour les gains faciles ? Il ne s'agit en tout cas pas des PME ni des entrepreneurs, qui eux aussi sont des investisseurs dans l'économie réelle, dans de l'outillage, de la technologie, afin d'assurer l'avenir de leur entreprise...

Il en va de même pour la seconde citation, on parle des nerfs de qui ? Le vide laissé par l'absence de réponse concrète laisse au lecteur le soin d'y répondre... Mais cette formule se trouve intégrée dans un article qui se veut informatif, dès lors, est-ce que l'insécurité psychologique que génère ce genre d'ellipse renforce la qualité journalistique de l'article, sa compréhension ? Nous pouvons humblement en douter.

#### La partie inférieure de la double page

« *Après le mini-krach puis le retour au calme, voici venir la déprime* » : Le premier paragraphe est très affirmatif quant à la déprime, la volatilité des marchés, les craintes en tout genre, et ce, malgré la mention qui est faite du soutien de la Banque d'Angleterre et de la volonté de cette dernière d'assouplir sa politique de crédit. Du crédit, l'auteur en accorde peu à cette prise de position, puisqu'il clôture le paragraphe par « *Et l'on bâtit sur ces bases les scénarios les plus pessimistes, comprenant la débâcle du secteur immobilier, des banques confrontées à des prêts immobiliers non remboursés, etc.* ». Une fois encore, qui bâtit ces scénarios ? À quelle fin ? Qui a intérêt à laisser aller les choses dans la direction de ce pire des scénarios ? Les acteurs et les autorités du marché s'y engouffreront-ils ? Cette écriture génère bien plus de questions qu'elle n'apporte de réponse, au final. On en vient à se demander si l'auteur n'avait pas, une fois pour toutes, son opinion (catastrophée) et qu'il n'a plus collecté que les informations qui corroboraient cette façon de voir.

Le second paragraphe touche au sublime. Il a pour titre : « *Le souvenir de la crise des subprimes* », mais, quand on lit le contenu de ce paragraphe, ce dernier nous invite ne pas confondre les deux événements, le second devant s'estomper bien plus rapidement. En effet, le paragraphe repose en grande partie sur l'avis de M. Bruno du Bus (professeur à l'ICHEC), lequel, au passage, souligne le fait que « *la multiplication des titres alarmistes dans la presse à ce sujet (la fragilité du secteur financier lié à l'immobilier) entretient les craintes* », mais termine courageusement sur « *De mon point de vue, il y a de fortes chances que les effets du Brexit s'estompent dans les semaines à venir* ». Difficile de faire plus grand écart entre, d'un côté, un titre qui agite le spectre d'une crise financière économique et financière de très grande ampleur et dont le souvenir est toujours vif dans l'esprit des lecteurs, et, de l'autre, un contenu qui démontre par une série d'arguments que l'histoire ne se répétera pas.

Quant à la mention finale de la « *reprise mondiale en panne ?* », il aurait été dommage de l'omettre, puisque la croissance est toujours perçue comme le puissant remède à tous nos maux, elle amène un acquiescement de vaincu au lecteur, le coup de grâce ? ... Pas encore...

Quant au chiffre encarté, « *0,157 % taux belge à dix ans* », on se demande ce qu'il vient faire là ? C'est sans doute très intelligent, mais pas super clair... Ce taux ne résulte pas mécaniquement du Brexit, qu'est-on dès lors censé penser ? Est-ce grave ? Là encore, cette mention soulève des questions, mais n'apporte pas de clés de compréhension pour le lecteur... Le coup de grâce, le trouble en sus !

« *Panique sur la brique britannique* » : le décalage entre le titre et le contenu se confirme ici aussi.

En synthèse, il est dit que la crainte d'un ralentissement de l'activité économique britannique a provoqué un désir massif de se défaire de fonds dédiés à l'immobilier professionnel.

Toutefois, ces fonds, bien que disposant d'un matelas de liquidités, peuvent tomber à court

de trésorerie et, dès lors, pour éviter une mise en difficulté, trois gros opérateurs ont dû geler leurs fonds.... L'auteur d'ajouter, en fin de paragraphe « *Et tout à coup, tout le monde s'interroge sur le risque de voir cette panique immobilière britannique se propager outre-Manche, voire outre-Atlantique. Où l'on verrait partout les prix dégringoler faute d'une demande suffisante pour une offre devenue pléthorique* »... On ne sait pas qui est ce « tout le monde » mentionné, quant au reste, on se croirait dans un scénario de film catastrophe hollywoodien... une vocation ratée ?

Après nous avoir donné la chair de poule, la suite de l'article nous offre une piste d'explication sur les difficultés « logiques » que des fonds immobiliers peuvent rencontrer en termes de liquidités, et sur l'inadéquation des véhicules financiers considérés « liquides » par le public, mais qui le sont moins en période de tension... *puisque'on ne vend pas un immeuble comme une brosse à dents*, comme le rappelle avec beaucoup de bon sens M. van der Loos (analyste chez Degroof-Petercam), cité dans l'article.

Le plus surprenant, on le trouve dans le dernier paragraphe, car cette fois les propos rapportés du même analyste soulignent les raisons concrètes en faveur de la non-propagation du risque, et sur le fait que ces fonds, certes actifs en Europe, le sont bien plus au niveau du marché britannique... Là encore, on semble d'abord crier au loup, pour ensuite se rappeler qu'on n'est pas en plein bois, mais dans sa maison en briques.

Le dernier article de cette double page « Le secteur bancaire italien, le talon d'Achille de la zone euro », soulève quant à lui des difficultés rencontrées par le monde bancaire italien qui sont quasi structurelles (notamment la part importante des créances douteuses dans les bilans) et connues de longue date, dans lesquelles, d'ailleurs, on ne parle pas particulièrement de dettes britanniques dégradées à la suite du Brexit. L'évocation du sujet trouve son explication dans le fait que la Banque centrale européenne (BCE) demande à la Banque Monte Paschi la mise en œuvre d'un plan d'assainissement, qui va sans doute poser des problèmes de capitalisation<sup>8</sup>. Placer cet article dans ce dossier n'en demeure pas moins peu clair à nos yeux, car nous n'y avons pas trouvé de relation de cause à effet explicite entre le « Brexit » et la « chute du cours de la banque italienne »... Tout aussi peu clair est le paragraphe conclusif : « Les banques italiennes, premières victimes du Brexit, c'est en tout cas ce que pensent bon nombre d'investisseurs. ».

## 2.4 Que retiendra-t-on de cette double page passée au peigne fin ?

- Ce que nous avons épinglé précédemment dans la double page du *Soir* est aussi valable ici, à savoir :
  - un décalage réel entre la forme, anxieuse et dramatique (que ce soit dans l'écriture, les questions posées en titre, la mise en page générale) et le fond, qui est, lui, bien plus pondéré et argumenté ;
  - l'attention excessive portée aux mouvements financiers (très volatils) et la disproportion de leur illustration dans la double page (graphes, courbes, photo) ;
- Plus dérangeant, le parti-pris implicite en faveur des financiers dans la tourmente, leur panique, leur déprime, leurs nerfs mis à rude épreuve. Peu de recul, et aussi, et c'est pour nous plus grave, peu de sens critique sur les intérêts que ceux-ci défendent. Les financiers

---

<sup>8</sup> Selon Mme Silvia Sciorilli Borrelli (Politico), « le plan présenté à la BCE mardi (26 juil) implique un repackaging sous la forme de titres de 27 des 47 milliards des créances douteuses (la plupart ayant déjà été effacées des livres de comptes de la banque, ce qui signifie au final un montant net à repackager de 9,6 milliards) et d'une augmentation de capital de 5 milliards. » (Article rédigé en anglais, traduction libre.)



sont, pour la plupart, des intermédiaires, qui gagnent sur les opérations d'achat et de vente, pas tant sur la hausse ou la perte de valeur du produit acheté ou vendu. Qui sont ceux qui ont perdu ou gagné en cédant à la panique ? Où trouver les conseils adaptés pour réagir au mieux dans de telles circonstances ? À aucun moment, le journaliste ne s'intéresse à ces questions. La finance, c'est bien, mais qu'en est-il de l'économie réelle et de l'impact de l'une sur l'autre ?

- Par deux fois, nous avons pointé des citations très floues « ... et l'on bâtit sur ces bases les scénarios les plus pessimistes... » ainsi que « les banques italiennes premières victimes du Brexit, c'est en tout les cas ce que pensent bon nombre d'investisseurs. »... Mais de qui s'agit-il... nul ne le sait à la sortie du dossier.

### 3 Conclusions

L'exercice auquel nous nous sommes prêtés dans cette analyse est particulier, puisque subjectif dans sa sélection, et somme toute artificiel dans sa lecture « au peigne fin ».

Loin de nous l'intention de tirer à boulets rouges sur les journalistes de la presse quotidienne. Les incohérences, les manques, les éventuels partis-pris, les biais sont partiellement explicables par le format quotidien, l'absence de recul que peut apporter une rédaction hebdomadaire, ou une rédaction dans une presse spécialisée. Cette dernière fera d'ailleurs l'objet d'un même coup de sonde dans une prochaine analyse.

En rédigeant cette analyse, nous nous sommes également rendu compte que notre lecture « quotidienne » n'atteignait jamais ce degré « critique », qui demande une concentration et un systématisme d'ordre professionnel. En outre, la presse quotidienne, en réalité, est lue par beaucoup en diagonale : parcours des titres et complète d'un choix restreint d'articles.

Il n'en est pas moins vrai que la ligne éditoriale est, par deux fois, apparue comme plus dramatique que le contenu réel des articles. En outre, les titres, sous-titres et mises en pages participent d'une même volonté de dramatisation. Alors même que ce qui est donné à lire ce sont des propos dénués de cette charge dramatique.

Le doute, les questions dès lors s'immiscent inmanquablement sur ce qui pourrait expliquer ces incohérences entre fond et forme : une éventuelle multiplicité des objectifs poursuivis ? Une volonté semble s'exprimer de manière souterraine, qui oriente la forme, mais aussi, et c'est plus dérangent, la sélection des personnes interviewées ainsi que l'orientation dans la manière de traiter le sujet. Ceci nous paraît d'autant plus patent qu'on réfléchit à des alternatives. À quoi auraient ressemblé ces doubles pages si elles avaient inclus des interviews de représentants de l'industrie, des chambres de commerce, de la Banque nationale, des autorités de contrôle, de parlementaires européens, de la BCE ?

Quant aux questions posées, si on accordait un peu moins de place aux questions concernant les pronostics que se font les uns et des autres sur l'issue du problème et son terme ? Si on leur demandait, pour changer, ce qui se passe aujourd'hui pour eux, comment ils sont impactés concrètement ? Si on les interrogeait sur ce qu'ils comptent mettre en place comme réponse dans un premier temps ? Si on les interrogeait sur ce qu'ils peuvent conseiller aux épargnants et aux petits investisseurs que nous sommes peut-être, nous, lecteurs de ces quotidiens ? On accorderait un peu moins de place aux états d'âme des uns et des autres pour récolter des informations concrètes, pratiques, qui nous renseigneront bien plus sur la manière dont ces acteurs fonctionnent, réagissent, interagissent. Cela pourrait nous être utile pour mieux comprendre notre environnement.

*Olivier Jérusalmy & Julien Collinet*  
*Juillet 2016*

*Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.*

*Cette analyse s'intègre dans une des trois thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :*

***Finance et société :***

*Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.*

***Finance et individu :***

*Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires classiques, l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.*

***Finance et proximité :***

*Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.*

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.